

COMMUNE DE BIGNOUX (Vienne)

PLAN LOCAL D'URBANISME



PIÈCE II – PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES



Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil Communautaire de Grand Poitiers
Communauté urbaine pour approbation
en date du 06 Avril 2018.

Le Président, M. Alain CLAEYS



JANVIER 2018

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	20/06/2014	31/03/2017	06/04/2018

PRÉAMBULE

Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Article L.151-5 du Code de l'Urbanisme

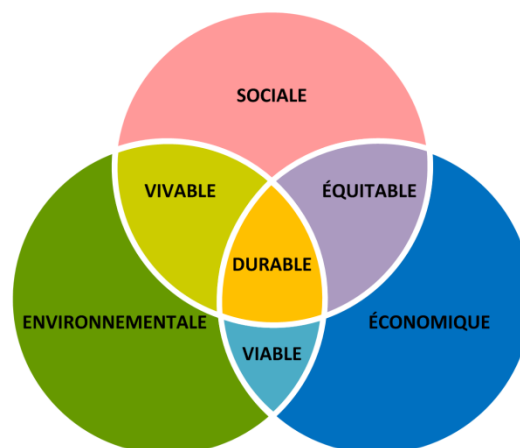
Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est élaboré à l'issue de l'analyse de l'état initial qui permet de définir l'ensemble des enjeux socio-économiques, urbanistiques et environnementaux. Il exprime de façon synthétique le projet communal sur lequel la commune souhaite s'engager.

Le projet de Bignoux a fait l'objet de plusieurs réunions de travail puis d'un débat au sein du Conseil Municipal lors de la séance du 28 Octobre 2016. Il est fondé sur les orientations majeures suivantes :

- 1. Protéger la ressource en eau**
- 2. Protéger les éléments-supports de la biodiversité**
- 3. Préserver le cadre de vie rural et les paysages**
- 4. Rechercher la sobriété énergétique**
- 5. Maintenir la vitalité démographique**
- 6. Favoriser la diversité sociale, la mixité des usages et un « vivre-ensemble » de qualité**
- 7. Pérenniser la qualité des services**
- 8. Préserver les outils de productions agricoles et sylvicoles**
- 9. Favoriser le développement économique local**

Ces orientations sont déclinées en objectifs et décrites dans le document ci-après, en articulation avec les trois piliers environnementaux, sociaux et économiques du développement durable (cf. schéma ci-contre).

Les outils réglementaires mis en place au Plan Local d'Urbanisme donnent à la collectivité les moyens pour réaliser ces objectifs.



VOLET ENVIRONNEMENTAL



La protection de la ressource en eau
La protection de la biodiversité
La préservation du cadre de vie et des paysages
La recherche de la sobriété énergétique

ORIENTATION N°1

PROTÉGER LA RESSOURCE EN EAU

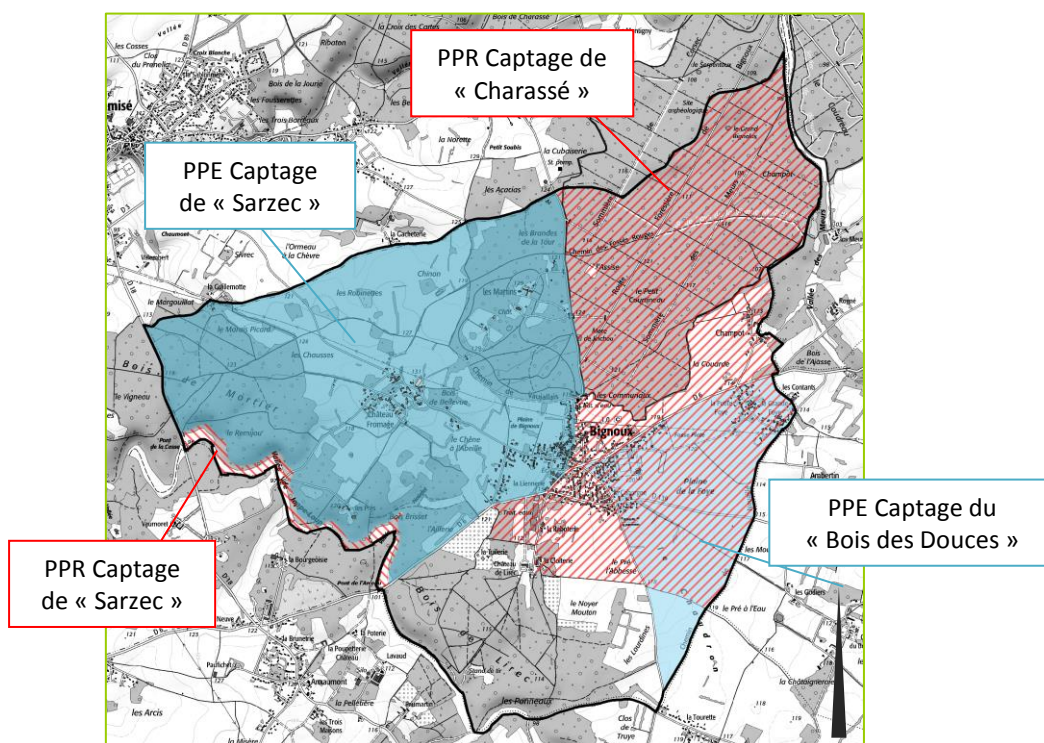
Constat et enjeux

Le territoire communal de Bignoux est concerné par les périmètres de protection de trois captages :

- › **Captage du « Bois des Douces »** situé sur la commune de Bonnes. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2007/DDASS/SE/002 le 08 Juin 2007.
- › **Captage de « Charassé »** situé sur la commune de Montamisé. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2000/DDAF/SFEE/471 le 28 Septembre 2000.
- › **Captage de « Sarzec »** situé sur la commune de Montamisé. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°93-D2/B3-143 le 19 Mai 1993

Ces captages assurent l'alimentation en eau potable de l'agglomération de Poitiers. La préservation de cette ressource est essentielle et impose la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif.

Périmètres de protection de captages impactant la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, DDT 86 et ARS Poitou-Charentes – Échelle : 1/30 000

Objectifs arrêtés par le Conseil Municipal

Se conformer aux exigences des arrêtés préfectoraux et donc compléter le dispositif d'assainissement collectif et, dans le même temps, contenir la dispersion du bâti pour qu'il soit raccordable à moindre coût.

Moyens mis en œuvre

- › Mise en œuvre d'un zonage qui prend en compte cette contrainte.

Les moyens ainsi mis en œuvre sont précisément décrits au chapitre « explication des choix retenus » au rapport de présentation.

PROTÉGER LES ÉLÉMENTS-SUPPORT DE LA BIODIVERSITÉ

Constats et enjeux

Le territoire communal porte une couverture forestière conséquente, à savoir 731 hectares sur les 1 452 hectares de la surface communale. Au Nord, la Forêt de Moulière est entièrement couverte par les protections au titre de la réglementation européenne Natura 2000. Au Sud, les Bois de Mortier et de Lirec sont des massifs forestiers privés. Ce dernier est classé en Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).

Du fait de la géologie du secteur et du support pédologique, l'eau est très présente ; nombreuses mares et vallées humides au Sud du territoire communal.

Entre les deux grands massifs forestiers, les espaces agricoles et urbains ne représentent que 721 hectares, parsemés de petits bosquets et de haies le long des voiries. L'axe routier Nord-Ouest/Sud-Est qui traverse la commune et relie Montamisé à Bignoux via « Château-Fromage » constitue une zone de conflit potentiel au regard des déplacements des animaux.

Sur ce territoire, la richesse biologique est donc réelle. Elle doit être protégée.

Illustrations ci-contre (de haut en bas) : la lisière de la Forêt de Moulière vue depuis la RD6 au Nord de la commune, la RD6 entre les Bois de Mortier et de Lirec au Sud de la commune, la voie entre « Château-Fromage » et le Bourg de Bignoux.










Objectifs arrêtés par le Conseil Municipal

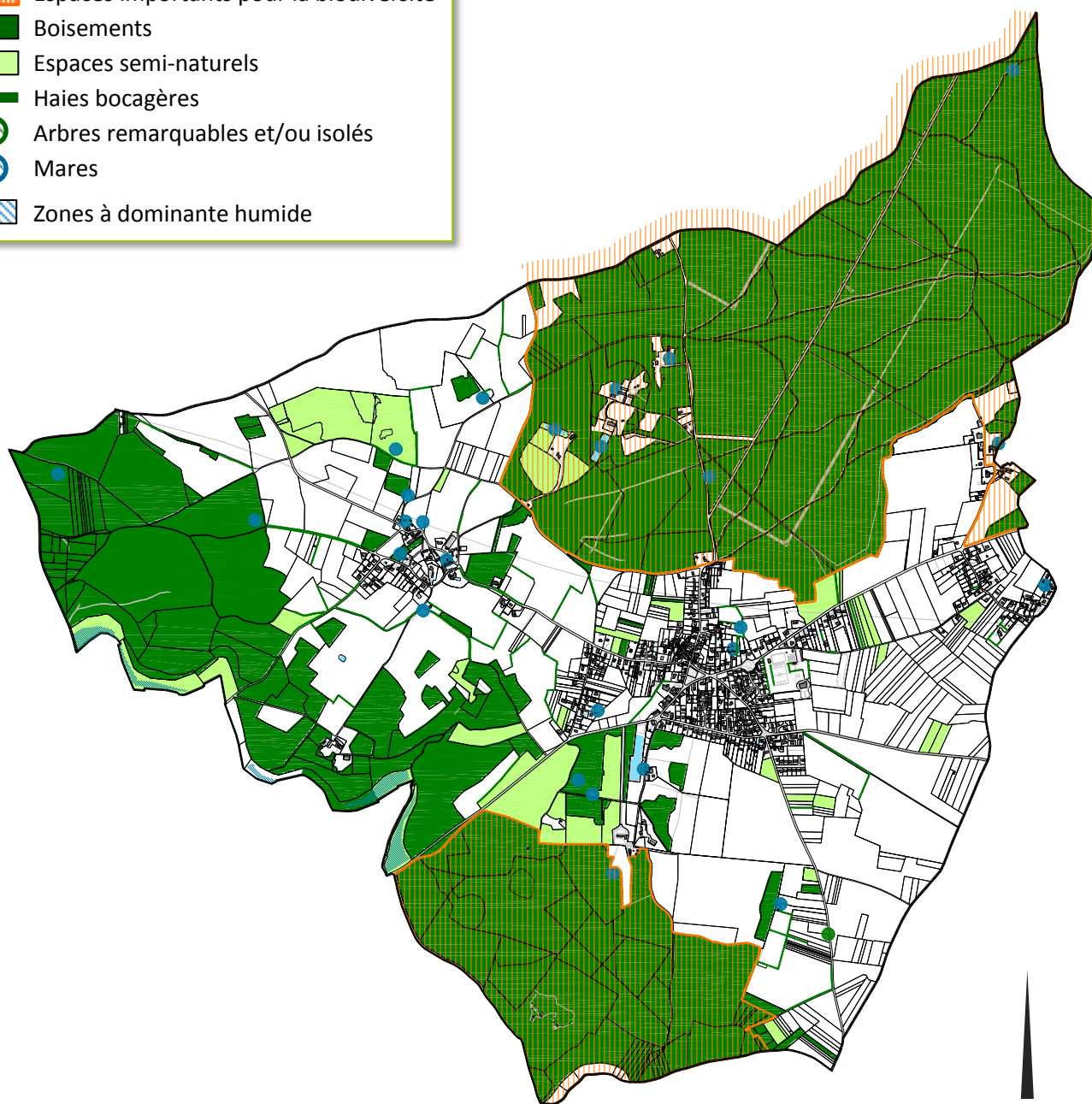
Le Conseil Municipal est en parfaite connaissance de la richesse biologique du territoire ; il souhaite la protéger et mettre en place les mesures appropriées :

- › Protéger les réservoirs de biodiversité que sont les massifs boisés.
- › Protéger, dans l'espace agricole et aux abords des sites bâtis, les éléments de végétation pérenne encore en place (bosquets, haies...) mais aussi des éléments plus ponctuels (talus, mares...).
- › Réfléchir à des mesures concrètes pour limiter les zones de conflit, la destruction d'animaux en transit entre les deux massifs forestiers, le long de l'axe routier.

LÉGENDE

-  Espaces importants pour la biodiversité
-  Boisements
-  Espaces semi-naturels
-  Haies bocagères
-  Arbres remarquables et/ou isolés
-  Mares
-  Zones à dominante humide

Éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale à Bignoux



Échelle : 1/30 000

Moyens mis en œuvre

- › Maîtriser la consommation d'espace liée au développement urbain.
- › Protéger les boisements de la commune au titre des Espaces Boisés Classés.
- › Classer en zone naturelle tous les espaces importants pour le maintien de la biodiversité.
- › Définir en tant qu'élément de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme) un maximum d'éléments présentant un intérêt biologique (mares, haies, murets, arbres isolés, etc.).
- › Définir en tant qu'élément de paysage à protéger (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme) le réseau des chemins de randonnée et arrêter des principes de gestion favorables à la richesse biologique.

Les moyens ainsi mis en œuvre sont précisément décrits au chapitre « explication des choix retenus » au rapport de présentation.

PRÉSERVER LE CADRE DE VIE RURAL ET LES PAYSAGES

Constat et enjeux

Le territoire communal est très restreint compte-tenu de l'importance des surfaces boisées. Bignoux se situe à proximité immédiate de Poitiers. La qualité du cadre de vie rend la commune d'autant plus attractive. Que ce soit le fait des privés ou des professionnels, les demandes d'ouverture à la construction sont fréquentes et pressantes.

Répondre à cette attente reviendrait à mettre en péril le cadre de vie rural et l'intérêt du territoire communal. À travers son Plan d'Occupation des Sols établi en 2000, la commune s'est opposée à cette évolution en limitant le nombre de constructions réalisées annuellement et en concentrant l'ensemble de l'urbanisation dans le Bourg et à proximité immédiate.

La même volonté s'exprime pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Illustrations ci-contre (de haut en bas) : espaces agricoles ouverts au Sud-Est de la commune, en bordure de la RD139, transition entre village, lisière et prairies à l'Est, entre « La Foye » et « Champot ».

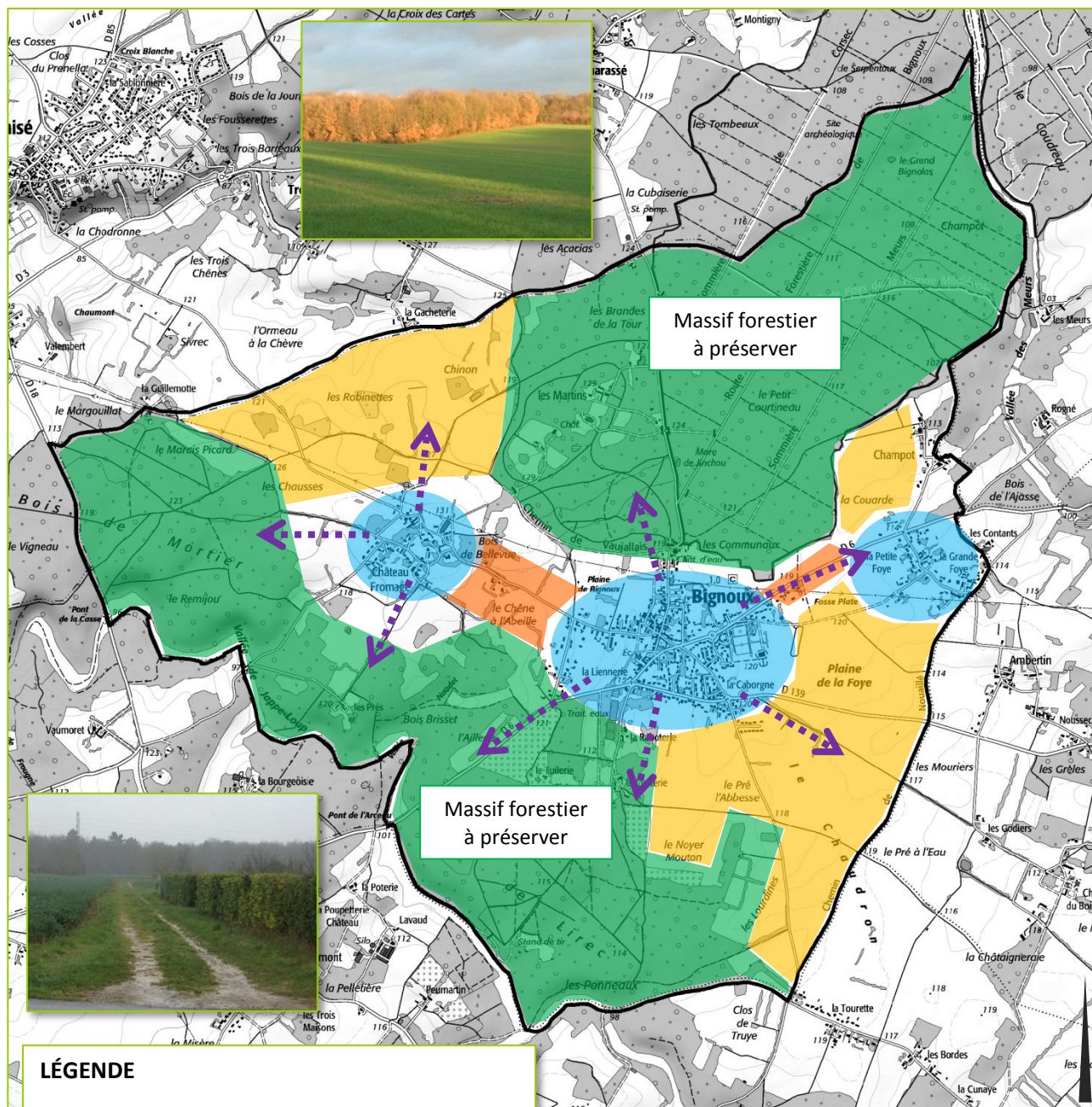


Moyens mis en œuvre

- › Maîtrise la consommation d'espace liée au développement urbain.
- › Classer en espace naturel les espaces importants pour la qualité paysagère.
- › Classer en tant qu'élément de paysage à protéger (articles L.151-19 et L.151-23 du Code de l'Urbanisme) un maximum d'éléments présentant un intérêt paysager.

Les moyens ainsi mis en œuvre sont précisément décrits au chapitre « explication des choix retenus » au rapport de présentation.

Enjeux en matière de cadre de vie et de paysages sur la commune



LÉGENDE

- Massifs forestiers à préserver
- Espaces agricoles et naturels à préserver
- Espaces bâtis
- Coupures entre les espaces bâtis
- Liens visuels et fonctionnels avec les espaces ruraux

Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25 – Échelle : 1/30 000

ORIENTATION N°4

RECHERCHER LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Constat et enjeux

Le réchauffement climatique est un fait, dont les conséquences sont déjà visibles aujourd'hui. Son origine humaine (les émissions de gaz à effet de serre) a été démontrée par le Groupe International d'Études sur le Climat (GIEC). D'autres études scientifiques ont établi le lien entre le réchauffement actuel et l'augmentation de la violence des phénomènes météorologiques.

Dans l'optique de penser globalement et d'agir localement, les plans locaux d'urbanisme doivent prendre en compte cette évolution inédite afin de limiter l'ampleur des changements climatiques et s'y adapter. L'intégration de ces enjeux est possible grâce aux choix opérés par la collectivité dans les domaines de l'habitat et des déplacements : ceux-ci auront, en effet, des conséquences directes sur les consommations énergétiques futures.

En tant que commune rurale dont le développement est fondé sur un usage majoritaire de la voiture sur une offre d'habitat individuel, la commune de Bignoux doit faire évoluer son modèle de développement pour réduire localement les incidences de celui-ci sur le climat.



Exemple de simulation d'implantation bioclimatique sur une opération d'ensemble

Trois niveaux d'enjeux sont définis :

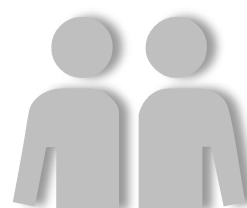
- › **Déplacements extérieurs à la commune, déplacements périurbains**
Localisation de l'habitat autour du Bourg, point d'accès aux transports en commun et favorable au covoiturage.
- › **Déplacements intérieurs, accès aux services**
Garantir l'accessibilité piétonne en matière de proximité et de sécurité routière.
- › **Habitat, principes bioclimatiques et isolation**
Favoriser la mise en œuvre des principes économes en énergie, de manière incitative.

Moyens mis en œuvre

- › Définition d'un zonage pour limiter l'extension du bâti et favoriser les déplacements piétonniers.
- › Établissement d'orientations d'aménagement et de programmation et d'un règlement permettant la prise en compte de règles de construction bioclimatiques.

Les moyens ainsi mis en œuvre sont précisément décrits au chapitre « explication des choix retenus » au rapport de présentation.

VOLET SOCIAL



Le maintien de la vitalité démographique
Le développement de la diversité sociale, de la mixité des usages et
d'un « vivre-ensemble » de qualité
La pérennisation de la qualité des services

MAINTENIR LA VITALITÉ DÉMOGRAPHIQUE

Constat et enjeux

La commune de Bignoux bénéficie, depuis plus de 40 ans, d'un réel dynamisme démographique (population en croissance de 4,3 % par an en moyenne depuis 1968). Dans le même temps, la croissance démographique de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » a été de 2,5 % par an en moyenne.

Compte-tenu des choix urbains évoqués précédemment, la croissance de la population de Bignoux est devenue modérée à partir de 1999 alors que la progression de la population intercommunale est constante. Cette dynamique locale doit être mise en perspective avec la dynamique de la Vienne qui est également positive mais de façon modérée (croissance de 0,6 % par an sur la période 1999/2013).

La commune de Bignoux bénéficie d'une situation privilégiée avec la proximité de Poitiers et une bonne desserte routière vers cette ville, favorisant l'installation périurbaine des actifs.

Dans ce contexte, les élus sont en situation de définir une politique démographique qui doit éviter deux écueils :

› **Le contrecoup démographique**

La croissance démographique soutenue expose la commune au risque d'un contrecoup démographique engendré par la diminution constante du nombre d'occupants par logement. Ce phénomène démographique tire son origine des évolutions sociales (hausse de la proportion des personnes vivant seules, des familles monoparentales, etc.) ainsi que du contexte social (départ attendu dans la prochaine décennie des jeunes ménages arrivés sur la commune entre 2000 et 2013).

Il est impératif pour la commune d'éviter ce contrecoup démographique au regard des nombreux investissements réalisés ces dernières années pour répondre aux besoins d'une population en augmentation. En raison de ces investissements, et pour maintenir la vitalité du territoire, la commune doit continuer à accueillir de nouveaux habitants de façon modérée.

› **Le risque d'une « commune-dortoir »**

Certaines communes périurbaines sont submergées par le développement de l'habitat qui induit la remise en cause de la qualité du cadre de vie et, souvent, des difficultés notables en matière de « vivre-ensemble ».

À Bignoux, cet écueil a été évité grâce aux décisions prises lors de l'élaboration du Plan d'Occupation des Sols où la même option est retenue.

Il importe donc de définir le bon seuil de développement. Des hypothèses de travail ont été soumises à l'équipe municipale (notion de scénarii démographiques) en mettant en perspective les implications spatiales des choix démographiques.

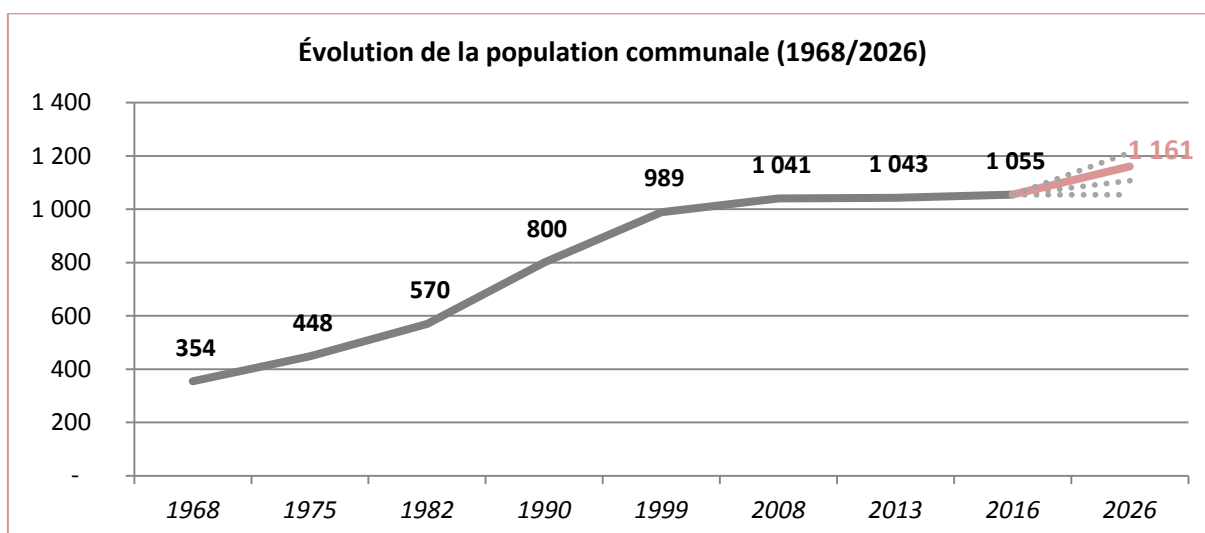
Données de référence	1990	1999	2008	2013	Croissance annuelle moyenne
Population de la commune	800	989	1 041	1 043	+ 1,32 %
Population de la communauté de communes	9 544	10 775	11 706	12 385	+ 1,35 %

Scenarii débattus	Population 2016	Population 2026	Besoins en logements *
Scenario 1 <i>Croissance nulle</i>	1 055	1 055	72
Scenario 2 <i>Croissance faible (+5 % en 10 ans)</i>	1 055	1 108	97
Scenario 3 <i>Croissance modérée (+10 % en 10 ans)</i>	1 055	1 161	122
Scenario 4 <i>Croissance forte (+15 % en 10 ans)</i>	1 055	1 213	148

* besoins en logements calculés sur la base d'un **nombre d'occupants par logements de 2,08** en 2026

Objectifs arrêtés par le Conseil Municipal

- › Maintenir le rythme de la croissance de la population à un rythme comparativement similaire à celui observé entre 1990 et 2013 afin de préserver le caractère rural de la commune. L'objectif démographique retenu est une augmentation communale de 106 habitants (+10 %) au cours des 10 prochaines années.



Moyens mis en œuvre

- › Prévoir la réalisation de 72 logements pour stabiliser la population (phénomène de « desserrement des ménages »).
- › Prévoir la réalisation de 51 logements pour accueillir 106 habitants supplémentaires sur 10 ans.
- › Concevoir des opérations d'habitat intégrant des offres foncières variées et des typologies différentes de logements (accession à la propriété, locatif, locatif social).

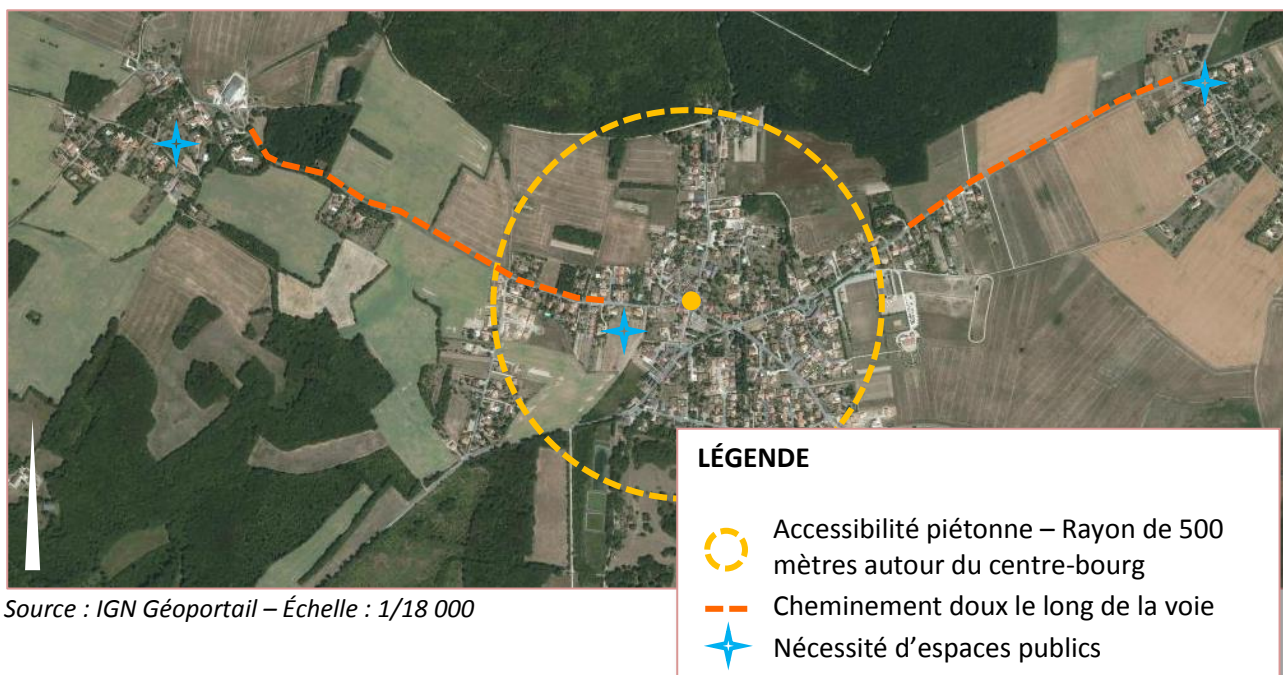
Les moyens ainsi mis en œuvre sont précisément décrits au chapitre « explication des choix retenus » au rapport de présentation.

FAVORISER LA DIVERSITÉ SOCIALE, LA MIXITÉ DES USAGES ET UN « VIVRE-ENSEMBLE » DE QUALITÉ

Constat et enjeux

La commune compte 80 % de propriétaires-résidents, 20 % de locataires, dont 7,6 % de locataires sociaux. Ces chiffres démontrent que, malgré la tension créée sur le foncier pour contenir l'étalement urbain, il est possible de garantir la mixité sociale à travers, notamment, des actions sur l'habitat à vocation sociale.

Pour une commune périurbaine comme Bignoux, dont les habitants travaillent pour la plupart à l'extérieur, il est important qu'existe une vie communale, que les personnes se connaissent. La pratique d'activités associatives ou culturelles est importante à ce niveau, de même que l'usage des services. La possibilité de vivre l'espace communal permet de renforcer le « vivre-ensemble ». La présence d'espaces publics de qualité, à des échelles variables, est indispensable en ce sens, de même que la possibilité d'accéder de façon piétonne aux différents lieux.



Source : IGN Géoportail – Échelle : 1/18 000

Objectifs arrêtés par le Conseil Municipal

- › Garantir la continuité des cheminements doux dans le Bourg, dans les villages, mais également s'attacher à définir des liens doux entre les villages et le Bourg.
- › Imposer la présence d'espaces publics dans les opérations d'ensemble, même privés.
- › Imposer un seuil de logements locatifs dans les opérations d'ensemble, même privées.

Moyens mis en œuvre

- › Conception d'orientations d'aménagement et de programmation avec l'objectif de mixité sociale.
- › Conception d'OAP favorables aux cheminements doux et aux espaces publics.
- › Mise en place d'emplacements réservés pour garantir la fluidité foncière en référence aux objectifs définis par le Conseil Municipal.

Les moyens ainsi mis en œuvre sont précisément décrits au chapitre « explication des choix retenus » au rapport de présentation.

ORIENTATION N°7

PÉRENNISER LA QUALITÉ DES SERVICES

Constat et enjeux

Afin de répondre aux besoins d'une population en augmentation régulière, la commune de Bignoux a investi régulièrement dans la création et l'amélioration des équipements et services communaux.



L'espace salle des fêtes, stade, terrains de sports

Ces actions continues de la collectivité locale assurent la bonne qualité des services rendus aux habitants, en complémentarité avec les équipements et services plus importants présents et développés à l'échelle de la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers. L'importance financière des investissements menés nécessite toutefois le maintien d'une dynamique démographique suffisante pour les amortir.

En matière d'équipement numérique, Bignoux est bien desservie par les réseaux de téléphonie mobile et d'internet haut-débit. Ce type d'équipements est essentiel pour la dynamique future du territoire. Une vigilance doit être exercée pour que les équipements locaux suivent les évolutions.

Objectifs arrêtés par le Conseil Municipal

- › Poursuivre les actions permettant l'adaptation et l'amélioration des services rendus aux habitants.
- › Maintenir un niveau de population suffisant pour amortir les équipements créés.
- › Valoriser l'équipement numérique du territoire.

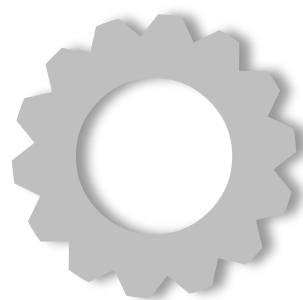
Moyens mis en œuvre

- › Maintenir la vitalité démographique (cf. orientation n°5).
- › Solliciter les acteurs de l'équipement numérique pour une amélioration continue des couvertures de téléphonie mobile et de haut-débit Internet, recherchées par les particuliers et les entreprises.

Les moyens ainsi mis en œuvre sont précisément décrits au chapitre « explication des choix retenus » au rapport de présentation.

VOLET ÉCONOMIQUE

La préservation des outils de productions agricoles et sylvicoles
Le développement économique local



PRÉSERVER LES OUTILS DE PRODUCTIONS AGRICOLES ET SYLVICOLES

Constat et enjeux

À Bignoux, il y a la présence de 2 sièges d'exploitation agricole et les terres cultivées représentent 301 hectares, soit 20,7 % du territoire communal. La forêt s'étend sur 721 hectares. Bignoux est une commune très boisée : au Nord la Forêt de Moulière est gérée par l'ONF et, au Sud, les bois de Mortier et de Lirec sont privées et également territoires de chasse.

Ces modes de valorisation de l'espace représentent un potentiel économique réel qui doit pouvoir être exploité de façon cohérente pour que les entreprises concernées puissent s'y développer.

Dans le contexte périurbain de l'Est de Poitiers, ces espaces participent de la qualité du cadre de vie paysager et ludique. Il y a convergence d'intérêt.

Objectifs arrêtés par le Conseil Municipal

- › Protéger les espaces agricoles et sylvicoles en limitant l'étalement urbain.
- › Ne pas sur-réglementer les espaces sylvicoles, dans le respect du Code Forestier.
- › Permettre l'émergence d'activités agricoles et rurales originales (activités équestres, pratiques agricoles alternatives, circuits courts notamment, etc.).

Moyens mis en œuvre

- › Mettre en œuvre un zonage qui assure la protection de ces espaces.
- › Établir un règlement cohérent en fonction des usages.

Les moyens ainsi mis en œuvre sont précisément décrits au chapitre « explication des choix retenus » au rapport de présentation.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Constat et enjeux

À l'échelle du bassin de vie du Grand Poitiers, Bignoux n'est pas un secteur d'emplois. Les entreprises présentes sur la commune résultent de besoins locaux, en réponse directe aux attentes de la population locale. Ce sont des entreprises de petite taille, la plus importante étant la boulangerie avec 6 emplois.

Les professions médicales (médecins, infirmiers...) comptent 10 emplois sur la commune, avec une volonté manifeste de développement exprimée auprès des élus. Sur la base de la qualité du cadre de vie, une « filière santé » pourrait émerger, en lien avec la proximité de la Forêt de Moulière : santé et tourisme nature, dans le contexte des sociétés urbaines occidentales, sont des axes de développement économique pertinents à prendre en compte.

Objectifs arrêtés par le Conseil Municipal

La protection du cadre de vie, telle qu'elle est définie, permet d'assurer la pérennité des atouts du territoire au regard de cet enjeu économique.

L'hypothèse de l'implantation d'une « maison de la médecine et de la santé » est retenue par l'équipe municipale sans que les modalités soient précisément définies.

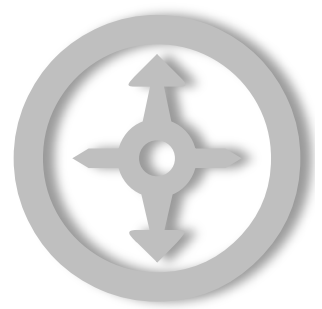


Moyens mis en œuvre

- › Mesures de protection du cadre de vie pour préserver les atouts du territoire.
- › Zonage et règlement des zones urbanisées et à urbaniser adaptés pour accueillir ce type d'équipements.
- › Travail de concertation avec les porteurs de projets.

Les moyens ainsi mis en œuvre sont précisément décrits au chapitre « explication des choix retenus » au rapport de présentation.

AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE



ARTICLE L.151-5 DU CODE DE L'URBANISME

OBJECTIFS CHIFFRÉS

Objectifs de modération de la consommation d'espace

- **La question de l'habitat**

Sur la période 2005/2014 (chiffres permis de construire, Mairie de Bignoux), la construction de 74 nouveaux logements a nécessité l'utilisation d'environ 7,6 hectares, pour une taille moyenne de 1 020 m² par parcelle lotie, hors espaces publics.

Afin de répondre aux enjeux identifiés dans le diagnostic et de mettre en œuvre les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, la commune de Bignoux prévoit :

- › L'implantation de 3 logements en reprise de vacance dans le Bourg.
Consommation d'espace : néant.
- › L'implantation de 58 logements dans les espaces interstitiels du Bourg et des villages de « La Foye » et « Champot » (cf. partie « capacités de densification et de mutation des espaces bâtis » au rapport de présentation).
Consommation d'espaces agricoles : 0,6 hectare.
- › L'implantation de 56 logements sur des opérations d'ensemble au sein de l'enveloppe bâtie du Bourg ainsi qu'à sa périphérie.
Consommation d'espaces agricoles : 5,6 hectares.
- › L'extension urbaine sur des espaces périphériques selon les modalités suivantes :

Site à aménager	Surface totale		Ventilation des surfaces		Nb de lots estimé	Taille moy. des lots (m ²)	Densité nette (constr./ha)
	En Ha	En m ²	Espaces publics (m ²)	Habitat pur (m ²)			
Le Bourg	6,37	63 721	19 116	44 605	46	970	10,3
La Plaine de derrière la Garenne	0,35	3 513	1 054	2 459	4	615	16,3
Le Grand Champs	0,71	7 149	2 145	5 004	6	834	12,0
TOTAUX / MOYENNES	7,44	74 383	22 315	52 068	56	930	10,8

L'approche réalisée au niveau des OAP quant au potentiel d'accueil ne peut être considérée comme définitive. C'est un ordre de grandeur dont la densité escomptée doit être appréciée dans le contexte urbain environnant afin d'établir un tissu urbain harmonieux.

La taille des lots sur les espaces en extension urbaine sera donc de 930 m² en moyenne, espaces publics non compris, en baisse de 8,8 % par rapport à ce qui a été réalisé par le passé (période 2005/2014). La part des espaces publics est importante mais paraît nécessaire pour créer un tissu urbain de qualité avec des lieux de convivialité et de démocratie de proximité.

Au global, pour l'habitat, la consommation d'espaces agricoles est de 6,2 hectares. Cette consommation est en diminution de 18,4% par rapport à la période 2005/2014.

- **Objectifs de lutte contre l'étalement urbain**

Par ailleurs, au-delà de la consommation de 6,2 hectares d'espaces agricoles, le Plan Local d'Urbanisme a constitué l'opportunité de mettre en œuvre de manière très concrète le principe de gestion économe des sols, notamment en adaptant la superficie des zones ouvertes à l'urbanisation aux besoins réels de développement résidentiel, économique et des équipements. Cette évolution du document d'urbanisme se traduit par une légère diminution de la consommation d'espace autorisée dans le droit des sols.

■ Espaces non constructibles ouverts à l'urbanisation	+ 15,08 hectares	Solde : - 0,25 hectare
■ Espaces constructibles fermés à l'urbanisation	- 15,33 hectares	

Cette orientation majeure du projet évite le développement dispersé de l'habitat et permet ainsi de lutter efficacement contre l'étalement urbain.